

SOCIETE GENERALE - QUESTIONNAIRE SANCTIONS RETAIL

Indications : Veuillez compléter ce questionnaire et le retourner à votre contact à la Société Générale. Vous pouvez également répondre au questionnaire par email ou par courrier. Ce questionnaire devra être complété par une personne habilitée au sein de votre entité et ayant une connaissance suffisante de l'ensemble des opérations réalisées par l'entité (ex, Directeur Financier, Directeur Général, Directeur de la Conformité, Directeur Juridique etc.).

Nous vous informons que ce questionnaire pourra être transmis à une autre entité du groupe Société Générale uniquement dans un objectif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En signant ce questionnaire, vous acceptez expressément que celui-ci soit transmis à d'autres entités du groupe Société Générale. La Société Générale a mis en place les mesures nécessaires afin d'assurer la confidentialité des informations obtenues via ce questionnaire.

Dénomination Légale du Client et informations d'identification :

Nom de la Société cliente (ou nom de la Maison Mère en cas de réponse pour le Groupe) / Nom du Client (pour les clients Professionnels) :

Veuillez préciser pour quelle(s) entité(s) ce questionnaire est valable. Veuillez sélectionner :

- Uniquement l'Entité
- L'Entité et toutes ses filiales détenues à 100%
- L'Entité et toutes ses filiales détenues à 50% ou plus ⁽¹⁾
- L'Entité et les filiales suivantes (veuillez indiquer le nom des entités couvertes) ⁽¹⁾ :

Adresse du client :

Ville :

Code Postal :

Pays :

Numéro d'Identification Fiscal, Identifiant Légal de l'entité ou tout autre numéro d'identification (si applicable):

Contact à la Société Générale :

Question préliminaire : Le client (et toutes les entités couvertes par ce questionnaire) a-t-il une activité à l'international ? Oui Non

Si la réponse à la question préliminaire est Non, ne répondez pas aux questions ci-dessous.

1. Le client, ses filiales, ses joint-ventures, ses dirigeants ou ses employés sont-ils visés à votre connaissance par des sanctions économiques ou financières ? ⁽²⁾ Oui Non

Si oui, merci de détailler votre réponse :

2. Le client, ses filiales ou ses joint-ventures sont-ils situés dans, ou opèrent-ils depuis, des pays ou des territoires soumis à des sanctions étendues ? ⁽³⁾

Oui Non

Si oui, merci de détailler votre réponse :

3.a) Les bénéficiaires effectifs⁽⁴⁾ du client sont-ils la cible de sanctions économiques ou financières ?

Oui Non Non applicable

Si oui, merci de détailler votre réponse (par exemple, Nom du bénéficiaire effectif, etc) :

3.b) Les bénéficiaires effectifs ⁽⁴⁾ du client sont-ils résidents dans des pays ou des territoires soumis à des sanctions étendues ? Oui Non Non applicable

Si oui, merci de détailler votre réponse (par exemple, Nom du bénéficiaire effectif, pays de résidence, etc) :

3.c) Les bénéficiaires effectifs du client ont-ils la nationalité ou la citoyenneté Cubaine, Iranienne, Nord-Coréenne ou Syrienne ⁽⁵⁾ ?

Oui Non Non applicable

Si oui, merci de préciser le pays (Cuba, Iran, Corée du Nord ou Syrie) :

4. Le client, ses filiales ou ses joint-ventures sont-ils impliqués dans des opérations, des investissements, des activités ou toutes autres transactions impliquant ou profitant directement ou indirectement ⁽⁶⁾ à (i) des pays ou des territoires soumis à des sanctions étendues ou (ii) toute personne ou entité visée par des Sanctions (« cibles de sanctions » ⁽⁷⁾) ? Oui Non

5. Si la réponse à l'une des questions 2 ou 4 est Oui, il est nécessaire de répondre aux questions 5.a) à 5.e) pour toutes les entités qui sont en relation d'affaires avec Société Générale et qui sont couvertes par ce questionnaire (tel que détaillé ci-dessus).

a) Veuillez expliquer et détailler le pourcentage d'activité ⁽⁸⁾ (comme par exemple, sans s'y limiter, les ventes, achats, ou services) qui implique des pays ou territoires soumis à des sanctions étendues :

Programme de sanctions	Décrire les activités sous-jacentes (ventes, achats, services ou autres) qui impliquent directement ou indirectement des pays ou territoires soumis à des sanctions étendues	Donner le % de flux financiers ⁽⁹⁾ générés directement ou indirectement par ces activités, rapportés aux revenus globaux	Entités impliquées
Crimée		<i>Veillez choisir</i>	
Oblasts ukrainiens non contrôlés par le gouvernement		<i>Veillez choisir</i>	
Cuba		<i>Veillez choisir</i>	
Iran		<i>Veillez choisir</i>	
Corée du Nord		<i>Veillez choisir</i>	

	Syrie		<i>Veillez choisir</i>
	Pourcentage total d'activité avec des pays ou des territoires soumis à des sanctions étendues		<i>Veillez choisir</i>
<p>b) Le cas échéant, veuillez expliquer et détailler le pourcentage d'activité (comme par exemple, sans s'y limiter, les ventes, achats, ou services) qui implique des SDNs (« <i>Specially Designated Nationals</i> ») et d'autres personnes listées par les Etats-Unis, ou des cibles de sanctions européennes.</p>			
<p>c) Veuillez expliquer si vous avez l'intention de développer les activités décrites aux questions 5.a) et/ou 5.b).</p>			
<p>d) Veuillez confirmer que vous n'utiliserez pas directement ou indirectement un compte, une relation ou un service de Société Générale pour gérer, faciliter ou acheminer des fonds liés à une activité avec des pays ou des territoires soumis à des sanctions étendues ou à une cible de sanctions.</p>			
<p>e) Veuillez expliquer les contrôles permettant de vous assurer que l'activité liée à un pays ou un territoire soumis à des sanctions étendues ou à une cible de sanctions ne transite pas directement ou indirectement par un compte, une relation ou un service de la Société Générale.</p>			
<p>6. Si vos réponses aux questions 1 à 4 sont Non, merci de répondre aux questions suivantes :</p>			
<p>a) Si vous avez précédemment déclaré à Société Générale une activité avec des pays ou des territoires soumis à des sanctions étendues ou avec des cibles de sanctions, pouvez-vous confirmer que cette activité est terminée ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non applicable</p>			
<p>b) Si la réponse à la question 6.a) est Oui, merci de (i) donner des détails sur cette activité et (ii) donner sa date de fin.</p>			
<p>7. Le client, ses filiales ou ses joint-ventures, sont-ils situés dans, ou opèrent-ils depuis la Russie ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>			
<p>8. a) Les bénéficiaires effectifs du client résident-ils en Russie ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non applicable</p>			
<p>8. b) Les bénéficiaires effectifs du client ont-ils la nationalité russe ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non applicable</p>			
<p>9. Le client, ses filiales ou ses joint-ventures, sont-ils impliqués directement ou indirectement dans des opérations, des investissements, des activités ou toutes autres transactions, impliquant ou profitant à la Russie ?</p> <p style="margin-left: 40px;"><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>			

Si oui, merci de détailler votre réponse en précisant le pourcentage d'activité (comme par exemple, sans s'y limiter, les ventes, achats, ou services) qui implique la Russie :

Décrire les activités sous-jacentes (ventes, achats, services ou autres) qui impliquent directement ou indirectement la Russie	Donner le % de flux financiers ⁽¹⁰⁾ générés directement ou indirectement par ces activités, rapportés aux revenus globaux	Entités impliquées
<i>Veillez choisir</i>		

Coordonnées de la personne habilitée à répondre à ce questionnaire :

Signature :

Nom et Prénom :

Fonction :

Date :

Numéro de téléphone :

Adresse e-mail :

- (1) Les entités détenues à moins de 50% doivent compléter leur propre questionnaire.
- (2) Sanctions imposées par l'Union Européenne (UE), le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) ou l'*Office of the Foreign Assets Control* (OFAC).
- (3) Conformément à la politique interne de Société Générale, les pays et territoires soumis à des sanctions étendues incluent, au 30 octobre 2023, Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, la Syrie, la région de Crimée, et les oblasts ukrainiens non contrôlés par le gouvernement.
- (4) Un bénéficiaire effectif est «la personne physique qui détient, directement ou indirectement, au moins 25% du capital ou des droits de vote d'une entité légale, ou qui détient le contrôle de cette entité ou de son assemblée générale ».
- (5) La réponse à cette question est possible dans la mesure où cela est autorisé par la loi.
- (6) "Indirectement" fait référence à toute activité du client avec une contrepartie, un pays ou un territoire par le biais d'un tiers.
- (7) "Cible de sanctions" désigne toute personne physique ou morale, tout gouvernement, navire ou aéronef, spécifiquement visée par des sanctions ou soumise d'une quelconque autre manière à des sanctions, y compris en étant (a) détenue ou contrôlée, directement ou indirectement, à 50% ou plus, par toute personne physique ou morale visée par des sanctions, ou (b) incorporée ou établie ou implantée dans un pays ou un territoire soumis à des sanctions étendues, ou en exerçant des activités soumises aux lois d'un tel pays ou territoire, ou en étant ressortissante d'un tel pays ou territoire."
- (8) Toute action engagée en vue de produire, directement ou indirectement, un flux financier, un transfert, une donation, un profit ou de développer des opportunités économiques telles que la vente, l'achat, la commercialisation ou l'investissement.
- (9) Veuillez choisir l'une des valeurs suivantes : "0" ; "<1%" ; ">=1% & <=5%" ; ">5%".